Déclaration CDEN du 26 février 2019

Monsieur le Préfet,
Madame la Directrice Académique,
Mesdames et messieurs les membres du CDEN,

Il est question ce jour de discuter de la carte scolaire du premier degré pour la rentrée 2019 dans notre département de la Sarthe.

Sur un plan quantitatif, le département perd 10 postes pour une prévision de 847 élèves en moins à la rentrée 2019 selon les chiffres retenus par le rectorat. Vous annoncez, Madame la Directrice Académique, une augmentation du P/E et une casse limitée concernant les écoles rurales.

Cependant sur le plan qualitatif, la situation paraît bien moins satisfaisante !
La gestion des postes disponibles dans notre département souffre selon nous des besoins importants et nécessaires pour l'ouverture des CE1 dédoublés en REP. Les postes affectés à ces dédoublements ont un coût conséquent pour un département comme la Sarthe, qui a la spécificité de comporter à la fois un ratio élevé d'écoles en éducation prioritaire mais en même temps de très petites écoles en milieu rural rapporté à l'ensemble des écoles de notre département. Ainsi le taux de P/E annoncé en augmentation ne l'est en fait que de + 0, 08 points, et cela en raison notamment de ces dédoublements.

Qu'en est-il des autres classes sur le plan qualitatif ? Ce n'est guère mieux !
Si nous ne remettons pas en cause l'intérêt du dispositif 100% de réussite, la poursuite de son extension entraine la suppression définitive des postes de PMC, confirmant le choix de l'extinction de ce dispositif. Nous dénonçons cette extinction depuis qu'elle est engagée. Le Ministre met en avant les moyens alloués aux dédoublements de CP et CE1 alors qu'ils ne sont en partie qu'un transfert de ceux qui étaient dédiés aux PMC. Démanteler un dispositif, sans qu'il soit évalué, pour en installer un autre conduit à casser et mépriser tout le travail réalisé par les équipes qui se le sont approprié et s'y sont impliquées pour la réussite des élèves. Une réelle amélioration aurait consisté à mener de front les deux dispositifs, pour améliorer les conditions de travail des équipes, mais surtout la réussite des élèves les plus fragiles qui sont présents au-delà de l'éducation prioritaire.

Nous déplorons d'autre part, comme nous le faisons depuis plusieurs années, que les ajustements de la carte scolaire se fassent au détriment de la brigade de remplacement. Votre projet initial prévoyait 9,5 postes de remplaçant. Il est déjà réduit quasiment de moitié. Qu'en sera-t-il à la rentrée de 2019 ? Là encore, la gestion de la pénurie fragilise le quotidien des écoles, des élèves, des parents d'élèves et des enseignants.

L'Ecole souffre du changement de cap permanent dans l'Education nationale. Il conduit à un épuisement des personnels pourtant investis, et à une incompréhension des familles et des élus qui ont bien du mal à s'y retrouver. Cette carte scolaire en est une nouvelle fois la démonstration. Pour le Sgen-CFDT et l'UNSA Education, il est nécessaire de laisser du temps pour évaluer et, éventuellement, réorienter les politiques éducatives pour que les choix soient réellement au service d'un meilleur apprentissage et de la réussite de tous les élèves. La politique éducative doit ainsi s'inscrire dans le long terme et le temps de l'école être décrocher du temps politique.